

# Journals

No. 8

Wednesday, October 1, 1997

2:00 p.m.

# Journaux

Nº 8

Le mercredi 1<sup>er</sup> octobre 1997

14h00

## PRAVERS

## NATIONAL ANTHEM

## STATEMENTS BY MEMBERS

Pursuant to Standing Order 31, Members made statements.

## ORAL QUESTIONS

Pursuant to Standing Order 30(5), the House proceeded to Oral Questions.

## NAMING OF A MEMBER

The Speaker named Mr. Robinson (Burnaby — Douglas) for disregarding the authority of the Chair and, pursuant to Standing Order 11(1)(a), ordered the Honourable Member to withdraw from the House for the remainder of today's sitting.

Whereupon, the Honourable Member withdrew from the House.

## VACANCIES

The Speaker informed the House that a vacancy had occurred in the representation in the House of Commons for the Electoral District of Port Moody—Coquitlam, in the Province of British Columbia, by reason of the resignation of Mrs. Hayes, and that, pursuant to subsection 25(1)(b) of the Parliament of Canada Act, he had addressed, on October 1, 1997, his warrant to the Chief Electoral Officer for the issue of a writ for the election of a member to fill the vacancy.

## MOTIONS

By unanimous consent, it was ordered, — That the Standing Committee on Industry be the committee designated for the purposes of Section 33 of An Act to amend the Canada Business Corporations Act and to make consequential amendments to other Acts (Chapter 24, Statutes of Canada, 1994).

By unanimous consent, it was ordered, — That the report of the Security Establishment Commissioner for the fiscal year ended March 31, 1997, laid upon the Table on April 24, 1997, be permanently referred to the Standing Committee on National Defence and Veterans Affairs.

## PRIÈRE

## HYMNE NATIONAL

## DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

Conformément à l'article 31 du Règlement, des députés font des déclarations.

## QUESTIONS ORALES

Conformément à l'article 30(5) du Règlement, la Chambre procède à la période de questions orales.

## DÉSIGNATION D'UN DÉPUTÉ

Le Président désigne M. Robinson (Burnaby — Douglas) par son nom pour n'avoir pas respecté l'autorité de la Présidence et, conformément à l'article 11(1)a) du Règlement, lui ordonne de se retirer de la Chambre pour le reste de la séance d'aujourd'hui.

Sur ce, l'honorable député se retire de la Chambre.

## VACANCES

Le Président fait savoir à la Chambre qu'une vacance est survenue dans la députation à la Chambre des communes pour la circonscription électorale de Port Moody — Coquitlam, dans la province de Colombie-Britannique, par suite de la démission de Mme Hayes, et que, conformément à l'alinéa 25(1)b) de la Loi sur le Parlement du Canada, il a adressé au directeur général des élections, le 1<sup>er</sup> octobre 1997, l'ordre officiel d'émettre un bref d'élection en vue de pourvoir à cette vacance.

## MOTIONS

Du consentement unanime, il est ordonné, — Que le Comité permanent de l'industrie soit le comité désigné aux termes de l'article 33 de la Loi modifiant la Loi sur les sociétés par actions et d'autres lois en conséquence (chapitre 24, Lois du Canada, 1994).

Du consentement unanime, il est ordonné, — Que le rapport du Commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications pour l'exercice terminé le 31 mars 1997, déposé sur le Bureau le 24 avril 1997, soit renvoyé en permanence au Comité permanent de la défense nationale et des affaires des anciens combattants.

By unanimous consent, it was ordered, — That Standing Order 104(2) be amended in subsections (h) and (j) by deleting the word “sixteen” and substituting therefor the word “eighteen”.

By unanimous consent, it was ordered, — That Bill C-220, An Act to amend the Criminal Code and the Copyright Act (profit from authorship respecting a crime), be now deemed adopted at all stages.

Accordingly, Bill C-220, An Act to amend the Criminal Code and the Copyright Act (profit from authorship respecting a crime), was deemed to have been read the second time and referred to a Committee of the Whole, deemed reported without amendment, deemed concurred in at report stage and deemed read the third time and passed.

#### DAILY ROUTINE OF BUSINESS

##### TABLING OF DOCUMENTS

Pursuant to Standing Order 79(3), the Speaker read a Message from His Excellency the Governor General, presented by Mr. Massé (President of the Treasury Board).

##### *Message on Estimates*

His Excellency the Governor General transmits to the House of Commons the Main Estimates of sums required for the service of Canada for the fiscal year ending on March 31, 1998, and, in accordance with section 54 of the Constitution Act, 1867, recommends these Estimates to the House of Commons.

Mr. Massé (President of the Treasury Board) laid upon the Table, — Document entitled “1997–98 Estimates, Part I: The Government Expenditure Plan and Highlights by Ministry”. — Sessional Paper No. 8520–361–1.

Mr. Massé (President of the Treasury Board) laid upon the Table, — Document entitled “1997–98 Estimates, Part II: The Main Estimates”. — Sessional Paper No. 8520–361–2.

The Speaker laid upon the Table, — Document entitled “1997–98 Estimates for the House of Commons: Expenditure Plan”. — Sessional Paper No. 8520–361–3.

##### INTRODUCTION OF PRIVATE MEMBERS' BILLS

Pursuant to Standing Orders 68(2) and 69(1), on motion of Mr. Wappel (Scarborough Southwest), seconded by Mr. Steckle (Huron — Bruce), Bill C-224, An Act to amend the Criminal Code (offence committed outside Canada), was introduced, read the first time, ordered to be printed and ordered for a second reading at the next sitting of the House.

Du consentement unanime, il est ordonné, — Que le Règlement soit modifié aux alinéas h) et j) du paragraphe 104(2) par substitution, au mot «seize», du mot «dix-huit».

Du consentement unanime, il est ordonné, — Que le projet de loi C-220, Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur le droit d'auteur (fruits d'une oeuvre liée à la perpétration d'un acte criminel), soit maintenant réputé adopté à toutes les étapes.

En conséquence, le projet de loi C-220, Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur le droit d'auteur (fruits d'une oeuvre liée à la perpétration d'un acte criminel), est réputé avoir été lu une deuxième fois et renvoyé à un Comité plénier, réputé avoir fait l'objet d'un rapport sans amendement, réputé avoir été adopté à l'étape du rapport et réputé lu une troisième fois et adopté.

#### AFFAIRES COURANTES ORDINAIRES

##### DÉPÔT DE DOCUMENTS

Conformément à l'article 79(3) du Règlement, le Président donne lecture d'un message de Son Excellence le gouverneur général, présenté par M. Massé (président du Conseil du Trésor).

##### *Message relatif aux crédits*

Son Excellence le gouverneur général transmet à la Chambre des communes le Budget des dépenses principal des sommes requises pour le service public du Canada pour l'année financière se terminant le 31 mars 1998, et, conformément à l'article 54 de la Loi constitutionnelle de 1867, recommande ce Budget à la Chambre des communes.

M. Massé (président du Conseil du Trésor) dépose sur le Bureau, — Document intitulé «Budget des dépenses 1997–1998, Partie I: Plan de dépenses du gouvernement et Points saillants par portefeuille». — Document parlementaire n° 8520–361–1.

M. Massé (président du Conseil du Trésor) dépose sur le Bureau, — Document intitulé «Budget des dépenses 1997–1998, Partie II: Budget des dépenses principal». — Document parlementaire n° 8520–361–2.

Le Président dépose sur le Bureau, — Document intitulé «Budget des dépenses 1997–1998 de la Chambre des communes: Plan de dépenses». — Document parlementaire n° 8520–361–3.

##### DÉPÔT DE PROJETS DE LOI ÉMANANT DES DÉPUTÉS

Conformément aux articles 68(2) et 69(1) du Règlement, sur motion de M. Wappel (Scarborough-Sud-Ouest), appuyé par M. Steckle (Huron — Bruce), le projet de loi C-224, Loi modifiant le Code criminel (infraction commise à l'étranger), est déposé, lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Pursuant to Standing Orders 68(2) and 69(1), on motion of Mr. Wappel (Scarborough Southwest), seconded by Mr. Steckle (Huron — Bruce), Bill C-225, An Act to amend the Marriage (Prohibited Degrees) Act and the Interpretation Act, was introduced, read the first time, ordered to be printed and ordered for a second reading at the next sitting of the House.

Pursuant to Standing Orders 68(2) and 69(1), on motion of Ms. Venne (Saint-Bruno — Saint-Hubert), seconded by Mr. Marceau (Charlesbourg), Bill C-226, An Act to amend the Criminal Code (protection of witnesses), was introduced, read the first time, ordered to be printed and ordered for a second reading at the next sitting of the House.

#### MOTIONS

By unanimous consent, it was ordered, — That the following change be made to the membership of the Standing Committee on Procedure and House Affairs: Mr. Solomon for Mr. Blaikie;

And that the following members be added to the list of associate members:

Michel Bellehumeur  
Bill Blaikie  
Michelle Dockrill  
Jay Hill

René Laurin  
Bill Matthews  
Réal Ménard  
Suzanne Tremblay

Conformément aux articles 68(2) et 69(1) du Règlement, sur motion de M. Wappel (Scarborough-Sud-Ouest), appuyé par M. Steckle (Huron — Bruce), le projet de loi C-225, Loi modifiant la Loi sur le mariage (degrés prohibés) et la Loi d'interprétation, est déposé, lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Conformément aux articles 68(2) et 69(1) du Règlement, sur motion de Mme Venne (Saint-Bruno — Saint-Hubert), appuyée par M. Marceau (Charlesbourg), le projet de loi C-226, Loi modifiant le Code criminel (protection des témoins), est déposé, lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

#### MOTIONS

Du consentement unanime, il est ordonné, — Que le changement suivant soit apporté à la composition du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre: M. Solomon pour M. Blaikie;

Et que les députés dont les noms suivent s'ajoutent à la liste des membres associés:

Michel Bellehumeur	René Laurin
Bill Blaikie	Bill Matthews
Michelle Dockrill	Réal Ménard
Jay Hill	Suzanne Tremblay

By unanimous consent, it was ordered, — That the Main Estimates for the fiscal year ending March 31, 1998, laid upon the Table on October 1, 1997, be referred to the several Standing Committees of the House, as follows:

(1) to the Standing Committee on Aboriginal Affairs and Northern Development

— Indian Affairs and Northern Development, Votes 1, 5, 10, 15, L20, L25, L30, 35, 40, 45 and 50

(2) to the Standing Committee on Agriculture and Agri-Food

— Agriculture and Agri-Food, Votes 1, 5, 10 and 15

(3) to the Standing Committee on Canadian Heritage

— Canadian Heritage, Votes 1, 5, 10, 15, L20, 25, 30, 35, 40, 45, 50, 55, 60, 65, 70, 75, 80, 85, 90, 95, 100, 105, 110, 115, 120, 125, 130, 140 and 145

(4) to the Standing Committee on Citizenship and Immigration

— Citizenship and Immigration, Votes 1, 5, 10 and 15

(5) to the Standing Committee on Environment and Sustainable Development

— Environment, Votes 1, 5, 10 and 15

— Privy Council, Vote 30

(6) to the Standing Committee on Finance

— Finance, Votes 1, 5, L10, L15, 20, L25, 35 and 40

— National Revenue, Votes 1, 5, and 10

Du consentement unanime, il est ordonné, — Que le Budget des dépenses principal pour l'exercice se terminant le 31 mars 1998, déposé le 1<sup>er</sup> octobre 1997, soit renvoyé aux différents comités permanents de la Chambre, comme suit:

1) au Comité permanent des affaires autochtones et du développement du Grand Nord

— Affaires indiennes et du Nord canadien, crédits 1, 5, 10, 15, L20, L25, L30, 35, 40, 45 et 50

2) au Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

— Agriculture et Agroalimentaire, crédits 1, 5, 10 et 15

3) au Comité permanent du patrimoine canadien

— Patrimoine canadien, crédits 1, 5, 10, 15, L20, 25, 30, 35, 40, 45, 50, 55, 60, 65, 70, 75, 80, 85, 90, 95, 100, 105, 110, 115, 120, 125, 130, 140 et 145

4) au Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration

— Citoyenneté et Immigration, crédits 1, 5, 10 et 15

5) au Comité permanent de l'environnement et du développement durable

— Environnement, crédits 1, 5, 10 et 15

— Conseil privé, crédit 30

6) au Comité permanent des finances

— Finances, crédits 1, 5, L10, L15, 20, L25, 35 et 40

— Revenu national, crédits 1, 5 et 10

- (7) to the Standing Committee on Fisheries and Oceans  
 — Fisheries and Oceans, Votes 1, 5 and 10
- (8) to the Standing Committee on Foreign Affairs and International Trade  
 — Foreign Affairs, Votes 1, 5, 10, 15, 20, 25, L30, L35, 40, 45, 50 and 55
- (10) to the Standing Committee on Health  
 — Health, Votes 1, 5, 10, 15, 20, 25 and 30
- (11) to the Standing Committee on Human Resources Development and the Status of Persons with Disabilities  
 — Human Resources Development, Votes 1, 5, 10, 15, 20, 25, 30 and 35
- (12) to the Standing Committee on Industry  
 — Industry, Votes 1, 5, L10, L15, 20, 25, 30, 35, 40, 45, 50, 55, 60, 65, 70, 75, 80, 85, 90, 95, 100, 105, 110, 115 and 120
- (13) to the Standing Committee on Justice and Human Rights  
 — Justice, Votes 1, 5, 10, 15, 20, 25, 30, 35, 40 and 45  
 — Privy Council, Vote 40  
 — Solicitor General, Votes 1, 5, 10, 15, 20, 25, 30, 35, 40, 45 and 50
- (14) to the Standing Committee on National Defence and Veterans Affairs  
 — National Defence, Votes 1, 5 and 10  
 — Veterans Affairs, Votes 1, 5 and 10
- (15) to the Standing Committee on Natural Resources and Government Operations  
 — Canadian Heritage, Vote 135  
 — Governor General, Vote 1  
 — Natural Resources, Votes 1, 5, 10, L15, 20, 25, 30 and 35  
 — Parliament, Vote 1  
 — Privy Council, Votes 1, 5, 10 and 35  
 — Public Works and Government Services, Votes 1, 5, 10, 15, 20, 25, 30 and 35  
 — Treasury Board, Votes 1, 5, 10, 15 and 20
- (16) to the Standing Committee on Procedure and House Affairs  
 — Parliament, Vote 5  
 — Privy Council, Vote 20
- (17) to the Standing Committee on Public Accounts  
 — Finance, Vote 30
- (18) to the Standing Committee on Transport  
 — Privy Council, Vote 15  
 — Transport, Votes 1, 5, 10, 15, 20, 25, 30, 35 and 40
- (19) to the Standing Joint Committee on Library of Parliament  
 — Parliament, Vote 10
- 7) au Comité permanent des pêches et des océans  
 — Pêches et Océans, crédits 1, 5 et 10
- 8) au Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international  
 — Affaires étrangères, crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25, L30, L35, 40, 45, 50 et 55
- 10) au Comité permanent de la santé  
 — Santé, crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25 et 30
- 11) au Comité permanent du développement des ressources humaines et de la condition des personnes handicapées  
 — Développement des ressources humaines, crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25, 30 et 35
- 12) au Comité permanent de l'industrie  
 — Industrie, crédits 1, 5, L10, L15, 20, 25, 30, 35, 40, 45, 50, 55, 60, 65, 70, 75, 80, 85, 90, 95, 100, 105, 110, 115 et 120
- 13) au Comité permanent de la justice et des droits de la personne  
 — Conseil privé, crédit 40  
 — Justice, crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25, 30, 35, 40 et 45  
 — Solliciteur général, crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25, 30, 35, 40, 45 et 50
- 14) au Comité permanent de la défense nationale et des anciens combattants  
 — Anciens combattants, crédits 1, 5 et 10  
 — Défense nationale, crédits 1, 5 et 10
- 15) au Comité permanent des ressources naturelles et opérations gouvernementales  
 — Conseil du Trésor, crédits 1, 5, 10, 15 et 20  
 — Conseil privé, crédits 1, 5, 10 et 35  
 — Ressources naturelles, crédits 1, 5, 10, L15, 20, 25, 30 et 35  
 — Gouverneur général, crédit 1  
 — Parlement, crédit 1  
 — Patrimoine canadien, crédit 135  
 — Travaux publics et Services gouvernementaux, crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25, 30 et 35
- 16) au Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre  
 — Conseil privé, crédit 20  
 — Parlement, crédit 5
- 17) au Comité permanent des comptes publics  
 — Finances, crédit 30
- 18) au Comité permanent des transports  
 — Conseil privé, crédit 15  
 — Transports, crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25, 30, 35 et 40
- 19) au Comité mixte permanent de la Bibliothèque du Parlement  
 — Parlement, crédit 10

(20) to the Standing Joint Committee on Official Languages  
— Privy Council, Vote 25

#### PRESENTING PETITIONS

Pursuant to Standing Order 36, petitions certified correct by the Clerk of Petitions were presented as follows:

- by Mr. Malhi (Bramalea — Gore — Malton), one concerning the sexual exploitation of minors (No. 361-0036);
- by Mr. Mayfield (Cariboo — Chilcotin), one concerning the Canada Pension Plan (No. 361-0037);
- by Ms. Picard (Drummond), one concerning the income tax system (No. 361-0038);
- by Mr. Grewal (Surrey Central), one concerning parental rights (No. 361-0039).

#### GOVERNMENT ORDERS

Mr. Dion (President of the Queen's Privy Council for Canada and Minister of Intergovernmental Affairs), seconded by Mr. Mifflin (Minister of Veterans Affairs and Secretary of State (Atlantic Canada Opportunities Agency)), moved, —

That the House of Commons do unite with the Senate in the appointment of a Special Joint Committee of the House of Commons and the Senate to study matters related to the proposed resolution respecting a proposed Amendment to Section 93 of the Constitution Act, 1867 concerning the Quebec school system;

That sixteen Members of the House of Commons and seven Members of the Senate be members of the Committee;

That the Committee be directed to consult broadly and review such information as it deems appropriate with respect to this issue;

That the Committee have the power to sit during sittings and adjournments of the House;

That the Committee have the power to report from time to time, to send for persons, papers and records, and to print such papers and evidence as may be ordered by the Committee;

That the Committee have the power to retain the services of expert, professional technical and clerical staff;

That the quorum of the Committee be twelve members whenever a vote, resolution or other decision is taken, so long as both Houses are represented, and that the Joint Chairpersons be authorized to hold meetings, to receive evidence and authorize the printing thereof, whenever six members are present, so long as both Houses are represented;

That the Committee be empowered to appoint, from among its members, such sub-committees as may be deemed advisable, and to delegate to such sub-committees all or any of its powers except the power to report to the Senate and House of Commons;

That the Committee be empowered to authorize television and radio broadcasting of any or all of its proceedings;

20) au Comité mixte permanent des langues officielles  
— Conseil privé, crédit 25

#### PRÉSENTATION DE PÉTITIONS

Conformément à l'article 36 du Règlement, des pétitions certifiées correctes par le greffier des pétitions sont présentées:

- par M. Malhi (Bramalea — Gore — Malton), une au sujet de l'exploitation sexuelle de mineurs (n° 361-0036);
- par M. Mayfield (Cariboo — Chilcotin), une au sujet du Régime de pensions du Canada (n° 361-0037);
- par Mme Picard (Drummond), une au sujet de l'impôt sur le revenu (n° 361-0038);
- par M. Grewal (Surrey-Centre), une au sujet des droits des parents (n° 361-0039).

#### ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

M. Dion (président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales), appuyé par M. Mifflin (ministre des Anciens combattants et secrétaire d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique)), propose, —

Que la Chambre des communes et le Sénat décident ensemble de la composition du comité mixte spécial chargé de se pencher sur les différents aspects du projet de résolution concernant la modification que l'on propose d'apporter à l'article 93 de la Loi constitutionnelle de 1867 à l'égard du système scolaire au Québec;

Que seize députés et sept sénateurs fassent partie du comité;

Qu'il soit enjoint au comité de se livrer à des consultations aussi nombreuses et à un examen aussi approfondi des différents aspects de la question qu'il le jugera opportun;

Que le comité soit habilité à siéger durant les travaux et après l'ajournement de la Chambre;

Que le comité soit habilité à soumettre des rapports périodiques, à demander à rencontrer certaines personnes ou à voir certains documents, ainsi qu'à reproduire tous les documents ou autres éléments de preuve qui lui sembleront utiles;

Que le comité soit habilité à engager des experts ainsi que du personnel professionnel, technique et de bureau;

Que le quorum soit de douze membres chaque fois que l'on passe une question aux voix, que l'on adopte une résolution ou que l'on veut prendre quelque autre décision, dans la mesure où les deux chambres sont représentées, et que les coprésidents soient habilités à convoquer une réunion, à recevoir des éléments de preuve et à en autoriser l'impression dans la mesure où six membres sont présents et que les deux chambres sont représentées;

Que le comité soit habilité à désigner certains de ses membres pour constituer autant de sous-comités qu'il le jugera utile, et à déléguer auxdits sous-comités la totalité ou une partie de ses pouvoirs, à l'exception de celui de faire rapport au Sénat et à la Chambre des communes;

Que le comité soit habilité à autoriser la télédiffusion ou la radiodiffusion d'une partie ou de la totalité de ses délibérations;

That the Committee make its final report no later than November 7, 1997;

That, notwithstanding usual practices, if the House or the Senate are not sitting when the final report of the Committee is completed, the report may be deposited with the Clerk of the House which is not sitting, or the Clerks of both Houses if neither House is then sitting, and the report shall thereupon be deemed to have been presented in that House, or both Houses, as the case may be; and

That a Message be sent to the Senate to acquaint that House accordingly. (*Government Business No. 3*)

Debate arose thereon.

Mr. Manning (Calgary Southwest), seconded by Miss Grey (Edmonton North), moved the following amendment, — That the motion be amended by adding immediately after the words “concerning the Quebec school system” the following:

“more specifically, the matter of applying the following three tests for such a proposed constitutional amendment: The Test of Democratic Consent, The Test of Canadian National Interest and The Test of the Rule of Law.”;

And by replacing the words “November 7” with the words: “the last sitting day in December”.

Debate arose thereon.

The question was put on the amendment and it was negatived on the following division:

Que le comité soumette son rapport final d’ici le 7 novembre 1997;

Que, nonobstant les pratiques courantes, si la Chambre ou le Sénat ne siège pas le jour où le comité déposera son rapport, celui-ci soit remis au greffier de la chambre qui ne siège pas, ou au greffier de l’une et l’autre chambres si aucune des deux ne siège à cette date, le rapport devant dès lors être considéré comme ayant été déposé devant l’une ou l’autre chambre, ou les deux, selon le cas;

Qu’un message soit envoyé au Sénat pour l’informer de ce qui précède. (*Affaires émanant du gouvernement n° 3*)

Il s’élève un débat.

M. Manning (Calgary-Sud-Ouest), appuyé par Mme Grey (Edmonton-Nord), propose l’amendement suivant, — Que la motion soit modifiée par adjonction, après les mots «à l’égard du système scolaire du Québec», de ce qui suit:

«plus précisément, la question de l’application des trois critères suivants à un tel projet de modification constitutionnelle: le critère du consentement démocratique, le critère de l’intérêt national du Canada et le critère de la primauté du droit.»;

Et par substitution, aux mots «le 7 novembre», des mots «le dernier jour de séance en décembre».

Il s’élève un débat.

L’amendement, mis aux voix, est rejeté par le vote suivant:

(*Division—Vote N° 5*)

**YEAS—POUR**

**Members—Députés**

Abbott	Ablonczy	Anders	Bailey
Benoit	Breitkreuz (Yorkton—Melville)	Cadman	Casson
Duncan	Elley	Forseth	Gilmour
Goldring	Gouk	Grewal	Grey (Edmonton North)
Hart	Hill (Macleod)	Hill (Prince George—Peace River)	Hilstrom
Hoeppner	Jaffer	Johnston	Kenney (Calgary-Sud-Est)
Kerpan	Konrad	Lowther	Lunn
Manning	Mark	Mayfield	McNally
Meredith	Mills (Red Deer)	Morrison	Obhrai
Pankiw	Penson	Ramsay	Reynolds
Ritz	Schmidt	Scott (Skeena)	Solberg
Strahl	Thompson (Wild Rose)	Vellacott	White (Langley—Abbotsford)
White (North Vancouver)—49			

**NAYS—CONTRE**

**Members—Députés**

Adams	Alarie	Alcock	Anderson
Assad	Asselin	Augustine	Bachand (Richmond—Arthabaska)
Baker	Bakopanos	Belair	Bélanger
Bellehumeur	Bennett	Bergeron	Bernier (Tobique—Mactaquac)
Bertrand	Bigras	Blaikie	Blondin—Andrew
Bonwick	Boudria	Bradshaw	Brien
Brown	Bryden	Bulte	Byrne
Caccia	Calder	Cannis	Canuel
Carroll	Casey	Catterall	Cauchon
Chamberlain	Charbonneau	Chrétien (Frontenac—Mégantic)	Clouthier
Coderre	Cohen	Collenette	Comuzzi
Coppes	Crête	Cullen	Dalphond—Guiral
Davies	de Savoye	Debien	Desjarlais
Desrochers	De Villers	Dhaliali	Dion
Doyle	Dromiski	Drouin	Dubé (Lévis)
Duceppe	Duhamel	Dumas	Earle
Easter	Folco	Fontana	Fournier
Fry	Gagliano	Gagnon	Gallaway
Gauthier	Girard—Bujold	Godin (Acadie—Bathurst)	Godin (Châteauguay)
Goodale	Graham	Grose	Guay
Guimond	Harb	Harvard	Harvey
Herron	Hubbard	Ianno	Iftody
Jackson	Jennings	Jordan	Karetak—Lindell

Keddy (South Shore)	Keyes	Kilger (Stormont—Dundas)	Kilgour (Edmonton Southeast)
Knutson	Kraft Sloan	Laliberte	Lalonde
Lastewka	Laurin	Lee	Lefebvre
Lill	Longfield	Loubier	MacAulay
MacKay (Pictou—Antigonish—Guysborough)	Mahoney	Malhi	Maloney
Mancini	Manley	Marceau	Marchand
Marchi	Marleau	Martin (LaSalle—Émard)	Martin (Winnipeg Centre)
Massé	McCormick	McGuire	McKay (Scarborough East)
McLellan (Edmonton West)	McTeague	Ménard	Mercier
Mifflin	Mills (Broadview—Greenwood)	Minna	Mitchell
Muisse	Myers	Nault	Normand
Nystrom	O'Brien (London—Fanshawe)	O'Reilly	Pagtakhan
Paradis	Parrish	Patry	Perić
Perron	Peterson	Pettigrew	Phinney
Picard (Drummond)	Pillitteri	Plamondon	Power
Pratt	Price	Proctor	Proud
Provenzano	Redman	Reed	Richardson
Riis	Robillard	Rocheleau	Rock
Sauvageau	Scott (Fredericton)	Shepherd	Solomon
Speller	St. Denis	Stekle	Stewart (Brant)
St-Hilaire	St-Jacques	St-Julien	Stoffer
Szabo	Telegdi	Thibeault	Thompson (Charlotte)
Tremblay (Lac-Saint-Jean)	Tremblay (Rimouski—Mitis)	Ur	Valeri
Vandal	Vautour	Volpe	Wappel
Wasylcya-Leis	Wayne	Whelan	Wilfert
Wood—193			

## PAIRED MEMBERS—DÉPUTÉS «PAIRÉS»

Axworthy (Winnipeg South Centre)  
Lebel

Bernier (Bonaventure—Gaspé—Îles-de-la-Madeleine—Pabok)  
Torsney

Finstone

By unanimous consent, the question was put on the main motion and it was agreed to on division.

Du consentement unanime, la motion principale, mise aux voix, est agréée avec dissidence.

## RETURNS AND REPORTS DEPOSITED WITH THE CLERK OF THE HOUSE

Pursuant to Standing Order 32(1), papers deposited with the Clerk of the House were laid upon the Table as follows:

— by Mr. Dion (President of the Queen's Privy Council for Canada and Minister of Intergovernmental Affairs)—Reports of the Public Service Staff Relations Board for the fiscal year ended March 31, 1997, pursuant to the Access to Information Act and to the Privacy Act, R. S. 1985, c. A-1 and P-21, sbs. 72(2).—Sessional Paper No. 8561–361–628. (*Pursuant to Standing Order 32(5), permanently referred to the Standing Committee on Justice and Human Rights*)

— by Mr. Gagliano (Minister of Public Works and Government Services)—Reports of the Royal Canadian Mint for the fiscal year ended March 31, 1997, pursuant to the Access to Information Act and to the Privacy Act, R. S. 1985, c. A-1 and P-21, sbs. 72(2).—Sessional Paper No. 8561–361–443. (*Pursuant to Standing Order 32(5), permanently referred to the Standing Committee on Justice and Human Rights*)

— by Mr. Gagliano (Minister of Public Works and Government Services)—Report of the Canada Lands Company Limited for the fiscal year ended March 31, 1997, pursuant to the Financial Administration Act, R. S. 1985, c. F-11, sbs. 150(1).—Sessional Paper No. 8560–361–617. (*Pursuant to Standing Order 32(5), permanently referred to the Standing Committee on Natural Resources and Government Operations*)

## ÉTATS ET RAPPORTS DÉPOSÉS AUPRÈS DU GREFFIER DE LA CHAMBRE

Conformément à l'article 32(1) du Règlement, des documents remis au Greffier de la Chambre sont déposés sur le Bureau de la Chambre comme suit:

— par M. Dion (Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales)—Rapports de la Commission des relations de travail dans la fonction publique pour l'exercice terminé le 31 mars 1997, conformément à la Loi sur l'accès à l'information et à la Loi sur la protection des renseignements personnels, L. R. 1985, ch. A-1 et P-21, par. 72(2).—Document parlementaire n° 8561–361–628. (*Conformément à l'article 32(5) du Règlement, renvoyés en permanence au Comité permanent de la justice et des droits de la personne*)

— par M. Gagliano (ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux)—Rapports de la Monnaie royale canadienne pour l'exercice terminé le 31 mars 1997, conformément à la Loi sur l'accès à l'information et à la Loi sur la protection des renseignements personnels, L. R. 1985, ch. A-1 et P-21, par. 72(2).—Document parlementaire n° 8561–361–443. (*Conformément à l'article 32(5) du Règlement, renvoyés en permanence au Comité permanent de la justice et des droits de la personne*)

— par M. Gagliano (ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux)—Rapport de la Société immobilière du Canada Limitée pour l'exercice terminé le 31 mars 1997, conformément à la Loi sur la gestion des finances publiques, L. R. 1985, ch. F-11, par. 150(1).—Document parlementaire n° 8560–361–617. (*Conformément à l'article 32(5) du Règlement, renvoyé en permanence au Comité permanent des ressources naturelles et des opérations gouvernementales*)

— by Mr. Gagliano (Minister of Public Works and Government Services) — Report of the Old Port of Montreal Corporation Inc., together with the Auditor General's report, for the fiscal year ended March 31, 1997, pursuant to the Financial Administration Act, R. S. 1985, ch. F-11, sbs. 150(1). — Sessional Paper No. 8560-361-618. (*Pursuant to Standing Order 32(5), permanently referred to the Standing Committee on Natural Resources and Government Operations*)

— by Mr. Gagliano (Minister of Public Works and Government Services) — Report of Canada Post Corporation for the fiscal year ended March 31, 1997, pursuant to the Privacy Act, R. S. 1985, P-21, sbs. 72(2). — Sessional Paper No. 8561-361-650. (*Pursuant to Standing Order 32(5), permanently referred to the Standing Committee on Justice and Human Rights*)

— by Mr. Gagliano (Minister of Public Works and Government Services) — Summaries of the Corporate Plan for 1997-1998 to 2001-2002 and of the Operating and Capital Budgets for 1997-1998 of the Canada Lands Company Limited, pursuant to the Financial Administration Act, R. S. 1985, c. F-11, sbs. 125(4). — Sessional Paper No. 8562-361-840. (*Pursuant to Standing Order 32(5), permanently referred to the Standing Committee on Natural Resources and Government Operations*)

— by Mr. Manley (Minister of Industry) — Reports of the Department of Industry for the fiscal year ended March 31, 1997, pursuant to the Access to Information Act and to the Privacy Act, R. S. 1985, c. A-1 and P-21, sbs. 72(2). — Sessional Paper No. 8561-361-723. (*Pursuant to Standing Order 32(5), permanently referred to the Standing Committee on Justice and Human Rights*)

— by Mr. Manley (Minister of Industry) — Report on the Canada Business Corporations Act for the year 1997, pursuant to the Canada Business Corporations Act, R. S. 1994, c. 24, sbs. 33(1). — Sessional Paper No. 8560-361-82. (*Pursuant to Order made Wednesday, October 1, 1997, permanently referred to the Standing Committee on Industry*)

— by Mr. Massé (President of the Treasury Board) — “1997-98 Estimates, Part III: Expenditure Plans”, pursuant to the 12th Report of the Standing Committee on Public Accounts adopted by the House on Wednesday, June 23, 1982, for:

- (1) Agriculture and Agri-Food Canada. — Sessional Paper No. 8520-361-4;
- (2) Atlantic Canada Opportunities Agency. — Sessional Paper No. 520-361-5;
- (3) Atomic Energy Control Board. — Sessional Paper No. 8520-361-6;
- (4) Canada Information Office. — Sessional Paper No. 8520-361-7;
- (5) Canada Labour Relations Board. — Sessional Paper No. 8520-361-8;
- (6) Canadian Artists and Producers Professional Relations Tribunal. — Sessional Paper No. 8520-361-9;
- (7) Canadian Centre for Management Development. — Sessional Paper No. 8520-361-10;
- (8) Canadian Centre for Occupational Health and Safety. — Sessional Paper No. 8520-361-11;

— par M. Gagliano (ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux) — Rapport de la Société du Vieux-Port de Montréal Inc., ainsi que le rapport du Vérificateur général y afférent, pour l'exercice terminé le 31 mars 1997, conformément à la Loi sur la gestion des finances publiques, L. R. 1985, ch. F-11, par. 150(1). — Document parlementaire n° 8560-361-618. (*Conformément à l'article 32(5) du Règlement, renvoyé en permanence au Comité permanent des ressources naturelles et des opérations gouvernementales*)

— par M. Gagliano (ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux) — Rapport de la Société canadienne des postes pour l'exercice terminé le 31 mars 1997, conformément à la Loi sur la protection des renseignements personnels, L. R. 1985, P-21, par. 72(2). — Document parlementaire n° 8561-361-650. (*Conformément à l'article 32(5) du Règlement, renvoyé en permanence au Comité permanent de la justice et des droits de la personne*)

— par M. Gagliano (ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux) — Résumés du plan d'entreprise de 1997-1998 à 2001-2002 et des budgets de fonctionnement et d'investissement de 1997-1998 de la Société immobilière du Canada Limitée, conformément à la Loi sur la gestion des finances publiques, L. R. 1985, ch. F-11, par. 125(4). — Document parlementaire n° 8562-361-840. (*Conformément à l'article 32(5) du Règlement, renvoyés en permanence au Comité permanent des ressources naturelles et des opérations gouvernementales*)

— par M. Manley (ministre de l'Industrie) — Rapports du ministère de l'Industrie pour l'exercice terminé le 31 mars 1997, conformément à la Loi sur l'accès à l'information et à la Loi sur la protection des renseignements personnels, L. R. 1985, ch. A-1 et P-21, par. 72(2). — Document parlementaire n° 8561-361-723. (*Conformément à l'article 32(5) du Règlement, renvoyés en permanence au Comité permanent de la justice et des droits de la personne*)

— par M. Manley (ministre de l'Industrie) — Rapport sur la Loi canadienne sur les sociétés par actions pour l'année 1997, conformément à la Loi sur les sociétés par actions, L. R. 1994, ch. 24, par. 33(1). — Document parlementaire n° 8560-361-82. (*Conformément à l'ordre adopté le mercredi 1<sup>er</sup> octobre 1997, renvoyé en permanence au Comité permanent de l'industrie*)

— par M. Massé (président du Conseil du Trésor) — «Budget des dépenses 1997-1998, Partie III: Plan des dépenses», conformément au 12<sup>e</sup> rapport du Comité permanent des comptes publics adopté par la Chambre le mercredi 23 juin 1982, pour:

- 1) Agriculture et agroalimentaire Canada. — Document parlementaire n° 8520-361-4;
- 2) Agence de promotion économique du Canada atlantique. — Document parlementaire n° 8520-361-5;
- 3) Commission de contrôle de l'énergie atomique. — Document parlementaire n° 8520-361-6;
- 4) Bureau canadien d'information. — Document parlementaire n° 8520-361-7;
- 5) Conseil canadien des relations du travail. — Document parlementaire n° 8520-361-8;
- 6) Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-produc-teurs. — Document parlementaire n° 8520-361-9;
- 7) Centre canadien de gestion. — Document parlementaire n° 8520-361-10;
- 8) Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail. — Document parlementaire n° 8520-361-11;

- (9) Canadian Environmental Assessment Agency. — Sessional Paper No. 8520–361–12;
- (10) Canadian Heritage. — Sessional Paper No. 8520–361–13;
- (11) Canadian Human Rights Commission. — Sessional Paper No. 8520–361–14;
- (12) Canadian Intergovernmental Conference Secretariat. — Sessional Paper No. 8520–361–15;
- (13) Canadian International Development Agency. — Sessional Paper No. 8520–361–16;
- (14) Canadian International Trade Tribunal. — Sessional Paper No. 8520–361–17;
- (15) Canadian Radio-television and Telecommunications Commission. — Sessional Paper No. 8520–361–18;
- (16) Canadian Space Agency. — Sessional Paper No. 8520–361–19;
- (17) Canadian Transportation Agency. — Sessional Paper No. 8520–361–20
- (18) Citizenship and Immigration Canada. — Sessional Paper No. 8520–361–21;
- (19) Civil Aviation Tribunal of Canada. — Sessional Paper No. 8520–361–22;
- (20) Competition Tribunal. — Sessional Paper No. 8520–361–23;
- (21) Copyright Board Canada. — Sessional Paper No. 8520–361–24;
- (22) Correctional Service Canada. — Sessional Paper No. 8520–361–25;
- (23) Department of Finance Canada. — Sessional Paper No. 8520–361–26;
- (24) Department of Foreign Affairs and International Trade. — Sessional Paper No. 8520–361–27;
- (25) Department of Justice Canada. — Sessional Paper No. 8520–361–28;
- (26) Environment Canada. — Sessional Paper No. 8520–361–29;
- (27) Federal Office of Regional Development—Quebec. — Sessional Paper No. 8520–361–30;
- (28) Fisheries and Oceans. — Sessional Paper No. 8520–361–31;
- (29) Hazardous Materials Information Review Commission Canada. — Sessional Paper No. 8520–361–32;
- (30) Health Canada. — Sessional Paper No. 8520–361–33;
- (31) Human Resources Development Canada. — Sessional Paper No. 8520–361–34;
- (32) Human Rights Tribunal Panel. — Sessional Paper No. 8520–361–35;
- (33) Immigration and Refugee Board. — Sessional Paper No. 8520–361–36;
- (34) Indian and Northern Affairs Canada and Canadian Polar Commission. — Sessional Paper No. 8520–361–37;
- 9) Agence canadienne d'évaluation environnementale. — Document parlementaire n° 8520–361–12;
- 10) Patrimoine canadien. — Document parlementaire n° 8520–361–13;
- 11) Commission canadienne des droits de la personne. — Document parlementaire n° 8520–361–14;
- 12) Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes. — Document parlementaire n° 8520–361–15;
- 13) Agence canadienne de développement international. — Document parlementaire n° 8520–361–16;
- 14) Tribunal canadien du commerce extérieur. — Document parlementaire n° 8520–361–17;
- 15) Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes. — Document parlementaire n° 8520–361–18;
- 16) Agence spatiale canadienne. — Document parlementaire n° 8520–361–19;
- 17) Office des transports du Canada. — Document parlementaire n° 8520–361–20
- 18) Citoyenneté et Immigration Canada. — Document parlementaire n° 8520–361–21;
- 19) Tribunal de l'aviation civile du Canada. — Document parlementaire n° 8520–361–22;
- 20) Tribunal de la concurrence. — Document parlementaire n° 8520–361–23;
- 21) Commission du droit d'auteur Canada. — Document parlementaire n° 8520–361–24;
- 22) Service correctionnel Canada. — Document parlementaire n° 8520–361–25;
- 23) Ministère des Finances Canada. — Document parlementaire n° 8520–361–26;
- 24) Ministère des Affaires étrangères et commerce international. — Document parlementaire n° 8520–361–27;
- 25) Ministère de la Justice Canada. — Document parlementaire n° 8520–361–28;
- 26) Environnement Canada. — Document parlementaire n° 8520–361–29;
- 27) Bureau fédéral de développement régional (Québec). — Document parlementaire n° 8520–361–30;
- 28) Pêches et Océans. — Document parlementaire n° 8520–361–31;
- 29) Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses Canada. — Document parlementaire n° 8520–361–32;
- 30) Santé Canada. — Document parlementaire n° 8520–361–33;
- 31) Développement des ressources humaines Canada. — Document parlementaire n° 8520–361–34;
- 32) Comité du tribunal des droits de la personne. — Document parlementaire n° 8520–361–35;
- 33) Commission de l'immigration et du statut de réfugié. — Document parlementaire n° 8520–361–36;
- 34) Affaires indiennes et du Nord Canada et Commission canadienne des affaires polaires. — Document parlementaire n° 8520–361–37;

- (35) Industry Canada. — Sessional Paper No. 8520-361-38;
- (36) Medical Research Council of Canada. — Sessional Paper No. 8520-361-39;
- (37) NAFTA Secretariat, Canadian Section. — Sessional Paper No. 8520-361-40;
- (38) National Archives of Canada. — Sessional Paper No. 8520-361-41;
- (39) National Battlefields Commission. — Sessional Paper No. 8520-361-42;
- (40) National Defence. — Sessional Paper No. 8520-361-43;
- (41) National Energy Board. — Sessional Paper No. 8520-361-44;
- (42) National Film Board. — Sessional Paper No. 8520-361-45;
- (43) National Library of Canada. — Sessional Paper No. 8520-361-46;
- (44) National Parole Board. — Sessional Paper No. 8520-361-47;
- (45) National Research Council Canada. — Sessional Paper No. 8520-361-48;
- (46) National Round Table on the Environment and the Economy. — Sessional Paper No. 8520-361-49;
- (47) Natural Resources Canada. — Sessional Paper No. 8520-361-50;
- (48) Natural Sciences and Engineering Research Council of Canada. — Sessional Paper No. 8520-361-51;
- (49) Northern Pipeline Agency Canada. — Sessional Paper No. 8520-361-52;
- (50) Office of the Auditor General of Canada. — Sessional Paper No. 8520-361-53;
- (51) Office of the Chief Electoral Officer. — Sessional Paper No. 8520-361-54;
- (52) Office of the Commissioner for Federal Judicial Affairs. — Sessional Paper No. 8520-361-55;
- (53) Office of the Commissioner of Official Languages. — Sessional Paper No. 8520-361-56;
- (54) Office of the Correctional Investigator. — Sessional Paper No. 8520-361-57;
- (55) Offices of the Information and Privacy Commissioners. — Sessional Paper No. 8520-361-58;
- (56) Office of the Superintendent of Financial Institutions Canada. — Sessional Paper No. 8520-361-59;
- (57) Patented Medicine Prices Review Board. — Sessional Paper No. 8520-361-60;
- (58) Privy Council Office. — Sessional Paper No. 8520-361-61;
- (59) Public Service Commission of Canada. — Sessional Paper No. 8520-361-62;
- (60) Public Service Staff Relations Board. — Sessional Paper No. 8520-361-63;
- 35) Industrie Canada. — Document parlementaire n° 8520-361-38;
- 36) Conseil de recherches médicales du Canada. — Document parlementaire n° 8520-361-39;
- 37) Secrétariat de l'ALÉNA, Section canadienne. — Document parlementaire n° 8520-361-40;
- 38) Archives nationales du Canada. — Document parlementaire n° 8520-361-41;
- 39) Commission des champs de bataille nationaux. — Document parlementaire n° 8520-361-42;
- 40) Défense nationale. — Document parlementaire n° 8520-361-43;
- 41) Office national de l'énergie. — Document parlementaire n° 8520-361-44;
- 42) Office national du film. — Document parlementaire n° 8520-361-45;
- 43) Bibliothèque nationale du Canada. — Document parlementaire n° 8520-361-46;
- 44) Commission nationale des libérations conditionnelles. — Document parlementaire n° 8520-361-47;
- 45) Conseil national de recherches Canada. — Document parlementaire n° 8520-361-48;
- 46) Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie. — Document parlementaire n° 8520-361-49;
- 47) Ressources naturelles Canada. — Document parlementaire n° 8520-361-50;
- 48) Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada. — Document parlementaire n° 8520-361-51;
- 49) Administration du pipeline du Nord Canada. — Document parlementaire n° 8520-361-52;
- 50) Bureau du vérificateur général du Canada. — Document parlementaire n° 8520-361-53;
- 51) Bureau du Directeur général des élections. — Document parlementaire n° 8520-361-54;
- 52) Bureau du Commissaire à la magistrature fédérale. — Document parlementaire n° 8520-361-55;
- 53) Commissariat aux langues officielles. — Document parlementaire n° 8520-361-56;
- 54) Bureau de l'Enquêteur correctionnel. — Document parlementaire n° 8520-361-57;
- 55) Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée. — Document parlementaire n° 8520-361-58;
- 56) Bureau du surintendant des institutions financières Canada. — Document parlementaire n° 8520-361-59;
- 57) Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés. — Document parlementaire n° 8520-361-60;
- 58) Bureau du Conseil privé. — Document parlementaire n° 8520-361-61;
- 59) Commission de la fonction publique du Canada. — Document parlementaire n° 8520-361-62;
- 60) Commission des relations de travail dans la fonction publique. — Document parlementaire n° 8520-361-63;

- (61) Public Works and Government Services Canada. — Sessional Paper No. 8520–361–64;
- (62) RCMP External Review Committee. — Sessional Paper No. 8520–361–65;
- (63) RCMP Public Complaints Commission. — Sessional Paper No. 8520–361–66;
- (64) Registry of the Federal Court of Canada. — Sessional Paper No. 8520–361–67;
- (65) Revenue Canada. — Sessional Paper No. 8520–361–68;
- (66) Royal Canadian Mounted Police. — Sessional Paper No. 8520–361–69;
- (67) Security Intelligence Review Committee. — Sessional Paper No. 8520–361–70;
- (68) Social Sciences and Humanities Research Council of Canada. — Sessional Paper No. 8520–361–71;
- (69) Solicitor General Canada. — Sessional Paper No. 8520–361–72;
- (70) Statistics Canada. — Sessional Paper No. 8520–361–73;
- (71) Status of Women Canada. — Sessional Paper No. 8520–361–74;
- (72) Supreme Court of Canada. — Sessional Paper No. 8520–361–75;
- (73) Tax Court of Canada. — Sessional Paper No. 8520–361–76;
- (74) Transport Canada. — Sessional Paper No. 8520–361–77;
- (75) Transportation Safety Board of Canada. — Sessional Paper No. 8520–361–78;
- (76) Treasury Board of Canada-Secretariat. — Sessional Paper No. 8520–361–79;
- (77) Veterans Affairs Canada. — Sessional Paper No. 8520–361–80; and
- (78) Western Economic Diversification Canada. — Sessional Paper No. 8520–361–81.
- by Mr. Mifflin (Secretary of State (Atlantic Canada Opportunities Agency)) — Report of the Enterprise Cape Breton Corporation for the fiscal year ended March 31, 1997, pursuant to the Financial Administration Act, R. S. 1985, c. F-11, sbs. 150(1). — Sessional Paper No. 8560–361–575. (*Pursuant to Standing Order 32(5), permanently referred to the Standing Committee on Industry*)

#### PROCEEDINGS ON ADJOURNMENT MOTION

At 7:09 p.m., pursuant to Standing Order 38(1), the question “That this House do now adjourn” was deemed to have been proposed.

After debate, the question was deemed to have been adopted.

#### ADJOURNMENT

At 7:17 p.m., the Speaker adjourned the House until tomorrow at 10:00 a.m., pursuant to Standing Order 24(1).

- 61) Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. — Document parlementaire n° 8520–361–64;
- 62) Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada. — Document parlementaire n° 8520–361–65;
- 62) Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada. — Document parlementaire n° 8520–361–66;
- 64) Greffe de la Cour fédérale du Canada. — Document parlementaire n° 8520–361–67;
- 65) Revenu Canada. — Document parlementaire n° 8520–361–68;
- 66) Gendarmerie royale du Canada — Document parlementaire n° 8520–361–69;
- 67) Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité. — Document parlementaire n° 8520–361–70;
- 68) Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. — Document parlementaire n° 8520–361–71;
- 69) Solliciteur général Canada. — Document parlementaire n° 8520–361–72;
- 70) Statistique Canada. — Document parlementaire n° 8520–361–73;
- 71) Condition féminine Canada. — Document parlementaire n° 8520–361–74;
- 72) Cour suprême du Canada. — Document parlementaire n° 8520–361–75;
- 73) Cour canadienne de l'impôt. — Document parlementaire n° 8520–361–76;
- 74) Transports Canada. — Document parlementaire n° 8520–361–77;
- 75) Bureau de la sécurité des transports du Canada. — Document parlementaire n° 8520–361–78;
- 76) Conseil du Trésor du Canada-Sécrétariat. — Document parlementaire n° 8520–361–79;
- 77) Anciens Combattants Canada. — Document parlementaire n° 8520–361–80; et
- 78) Diversification de l'économie de l'Ouest Canada. — Document parlementaire n° 8520–361–81.

— par M. Mifflin (secrétaire d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique)) — Rapport de la Société d'expansion du Cap-Breton pour l'exercice terminé le 31 mars 1997, conformément à la Loi sur la gestion des finances publiques, L. R. 1985, ch. F-11, par. 150(1). — Document parlementaire n° 8560–361–575. (*Conformément à l'article 32(5) du Règlement, renvoyé en permanence au Comité permanent de l'industrie*)

#### DÉLIBÉRATIONS SUR LA MOTION D'AJOURNEMENT

À 19h09, conformément à l'article 38(1) du Règlement, la motion «Que la Chambre s'ajourne maintenant» est réputée présentée.

Après débat, la motion est réputée agréée.

#### AJOURNEMENT

À 19h17, le Président ajourne la Chambre jusqu'à demain, à 10h00, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

